



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

*Edition n° 22 du 11 mai 2009*

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :

**[www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr)**

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 12 mai 2009

## SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES .....	407
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>407</b>
<b>DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....</b>	<b>407</b>
Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières.....	407
Arrêté n° 09.BMSSE.26 du 7 mai 2009 accordant une délégation de compétence à Monsieur le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.....	407
Arrêté n° 09.BMSSE.27 du 7 mai 2009 accordant délégation de signature à Madame Catherine CROISET, directrice régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative de Lorraine .....	407
Arrêté n° 09.BMSSE.28 du 11 mai 2009 accordant délégation de signature à Monsieur Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville.....	408
Arrêté n° 09.BMSSE.29 du 11 mai 2009 accordant délégation de signature à Monsieur Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville.....	408
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....</b>	<b>409</b>
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE .....</b>	<b>409</b>
Service agriculture, forêt, chasse.....	409
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 229 du 28 avril 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Montigny - Sainte-Pole - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2854.....	409
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 230 du 28 avril 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Reherrey - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2856.....	409
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 231 du 28 avril 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Reherrey - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2868.....	409
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 232 du 28 avril 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Reherrey - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2870.....	409
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 233 du 28 avril 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Pulligny - Autrey-sur-Madon - Houdreville - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2860.....	410
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 234 du 28 avril 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Villey-Saint-Etienne - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2785.....	410
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 235 du 28 avril 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Villey-Saint-Etienne - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2834.....	410
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 236 du 28 avril 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Villey-Saint-Etienne - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2835.....	411
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 237 du 28 avril 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Villey-Saint-Etienne - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2827.....	411
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 238 du 28 avril 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Villey-Saint-Etienne - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2826.....	412
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 239 du 28 avril 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Villey-Saint-Etienne - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2851.....	412
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 240 du 28 avril 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Villey-Saint-Etienne - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2845.....	413
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 241 du 28 avril 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Villey-Saint-Etienne - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2859.....	413
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 242 du 28 avril 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Haraucourt - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2808.....	414
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 243 du 28 avril 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Vaucourt - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2836.....	414
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 244 du 28 avril 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Loromontzey - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2821.....	414
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 245 du 28 avril 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Lantefontaine - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2844.....	414
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 246 du 28 avril 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Allondrelle La Malmaison - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2794.....	415
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 247 du 28 avril 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Moineville - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2809.....	415
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 248 du 28 avril 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Giriviller - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2764.....	415
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 249 du 28 avril 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Atton - Mousson - Pont-à-Mousson - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2843.....	416
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 250 du 28 avril 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Buissoncourt - Varangéville - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2863.....	416
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 251 du 28 avril 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Selaincourt - Crépey - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2841.....	416
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 252 du 28 avril 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Blainville-sur-l'Eau - Lamath - Mont-sur-Meurthe - Xermaménil - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2818.....	416
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 253 du 28 avril 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Saint-Julien-lès-Gorze - Charey - Dommartin-la-Chaussée - Dampvitoux - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2853.....	417
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 254 du 28 avril 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Vittonville - Lesmenils - Bouxières-sous-Froidmont - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2831.....	417
Service aménagement durable, urbanisme, risques .....	418
Commune de Montreux - Extrait de l'arrêté n° 2009/DDEA54/ADUR/016 du 30 avril 2009 approuvant la carte communale en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme.....	418

**ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES****PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES***Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières***Arrêté n° 09.BMSSE.26 du 7 mai 2009 accordant une délégation de compétence à Monsieur le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu les articles D. 1612-1 à D. 1612-5 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 200-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : Délégation est donnée au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de communiquer chaque année aux collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre du département les différents états indiquant, notamment, conformément aux articles D. 1612-1 et D. 1612-5 du code général des collectivités territoriales, le montant prévisionnel des bases nettes imposables, les taux nets d'imposition adoptés l'année précédente et les autres informations nécessaires au vote du produit fiscal.

Article 2 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture et le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 7 mai 2009

Le préfet,  
Hugues PARANT

**Arrêté n° 09.BMSSE.27 du 7 mai 2009 accordant délégation de signature à Madame Catherine CROISET, directrice régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative de Lorraine**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret N° 94-169 du 25 février 1994 relatif à l'organisation des services déconcentrés et des établissements publics relevant du ministre de la jeunesse et des sports ;

Vu le décret N° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret N° 2002-892 du 16 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche ;

Vu le décret N° 2002-951 du 16 mai 2002 relatif aux attributions du ministre des sports ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant M. Hugues PARANT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret N° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté ministériel en date du 2 mai 1997 pris pour l'application de l'article 4 du décret N° 94-169 du 25 février 1994 relatif à l'organisation des services déconcentrés et des établissements publics relevant du ministre de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 août 2008 portant nomination de Mme Catherine CROISET, inspectrice de la jeunesse et des sports, dans l'emploi de directrice régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative de Lorraine à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2008 ;

Vu la circulaire N° 00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : Délégation de signature est donnée à Mme Catherine CROISET, directrice régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative de Lorraine, exerçant les fonctions de directrice départementale de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions et compétences, les décisions suivantes :

- décisions d'agrément des associations sportives, de jeunesse et d'éducation populaire ;
- décisions de non ouverture ou de fermeture d'un établissement d'activité physique ou sportive en application de l'article 48 de la loi N°84-610 du 16 juillet 1984 ;
- délivrance du récépissé de déclaration aux personnes désirant exercer l'une des fonctions énoncées au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 43 de la loi du 16 juillet 1984 précitée, et délivrance de la carte professionnelle correspondante ;
- décisions d'opposition ou de non opposition à l'ouverture d'accueils collectifs de mineurs avec ou sans hébergement ;
- décisions concernant les dérogations relatives aux conditions de qualification du personnel d'encadrement des séjours en centres de vacances et en centres de loisirs sans hébergement ;
- décisions autorisant du personnel titulaire du Brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique, à surveiller un établissement de baignade d'accès payant, lorsque l'exploitant de l'établissement concerné a préalablement démontré qu'il n'a pu recruter du personnel portant le titre de M.N.S. (maître nageur sauveteur) ;
- ordres de mission concernant les agents placés sous son autorité, ainsi que ceux relevant du Centre d'éducation populaire et de sports (C.R.E.P.S.) lorsqu'ils sont amenés à se déplacer hors du département de Meurthe-et-Moselle mais dans la limite de la métropole, que ce soit ou non à l'initiative de l'administration centrale ;
- mesures de suspension d'urgence prises à l'encontre des personnels d'encadrement des centres de vacances et de loisirs ;
- ampliations des arrêtés relevant de ses services.

Article 2 : Mme Catherine CROISET, directrice régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative de Lorraine, définit, par arrêté pris au nom du préfet de Meurthe-et-Moselle, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

Article 3 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la Présidence de la République et au Premier Ministre,
- 2°) aux ministres,

3°) aux parlementaires,  
ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :  
4°) au préfet de région et au président du conseil régional,  
5°) au président du conseil général,  
6°) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n°08.BMSSE.62 du 9 septembre 2008 accordant délégation de signature à Mme Catherine CROSET est abrogé.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative de Lorraine et le Trésorier-Payeur Général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Il sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 7 mai 2009

Le préfet,  
Hugues PARANT

---

**Arrêté n° 09.BMSSE.28 du 11 mai 2009 accordant délégation de signature à Monsieur Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

Vu le code du travail et notamment les articles L.1233-84 à L.1233-90 relatifs à la mise en œuvre de l'obligation de revitalisation ;

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu l'article 22 II de la loi 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires et précisant l'action du sous-préfet d'arrondissement, modifiée par la loi 2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant M. Hugues PARANT, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 2 août 2007 nommant M. Philippe SAFFREY, sous-préfet hors classe, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : Monsieur Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, a délégation pour signer la convention de revitalisation entre l'Etat et les représentants de l'entreprise TOSHIBA, sise à Pierre-Percée, le vendredi 15 mai 2009 à Saint-Dié dans les Vosges.

Article 2 : L'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.18 du 2 avril 2009, accordant délégation de signature à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville, reste inchangé.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et à la sous-préfecture de Lunéville et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 11 mai 2009

Le préfet,  
Hugues PARANT

---

**Arrêté n° 09.BMSSE.29 du 11 mai 2009 accordant délégation de signature à Monsieur Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

Vu le code du travail notamment l'article L.322-4-16-6 ;

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu l'article 22 II de la loi 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires et précisant l'action du sous-préfet d'arrondissement, modifiée par la loi 2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;

Vu l'article 16 de la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant M. Hugues PARANT, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 2 août 2007 nommant M. Philippe SAFFREY, sous-préfet hors classe, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

Vu la circulaire DGEFP n 99/40 du 21 décembre 1999 relative au développement des plans locaux pluriannuels pour l'insertion et l'emploi ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : Monsieur Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, a délégation pour signer l'avenant au protocole d'accord pluriannuel du Plan d'Insertion par l'Economie de l'Agglomération de Nancy officialisant son intervention sur le Lunévillois. Cette signature aura lieu lors du comité de pilotage territorial prévu le 16 mai 2009 à la mairie de Lunéville.

Article 2 : L'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.18 du 2 avril 2009, accordant délégation de signature à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville, reste inchangé.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et à la sous-préfecture de Lunéville et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 11 mai 2009

Le préfet,  
Hugues PARANT

---

**SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**  
**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE**  
*Service agriculture, forêt, chasse*

**Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 229 du 28 avril 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Montigny - Sainte-Pole - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2854**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 02/04/2009 par le GAEC DES GRANDES PRAIRIES (Monsieur AUBRY Didier) à REHERREY concernant 52,96 ha situés à MONTIGNY et SAINTE POLE; la motivation et le résultat étant l'agrandissement en vue de l'installation de son fils AUBRY Quentin sur une surface de 83 ha 33 (52,96 ha en location et 30 ha 37 achat SAFER),

**D E C I D E**

Article 1<sup>er</sup> : Le GAEC DES GRANDES PRAIRIES, composé de Monsieur AUBRY Didier, est autorisé sous réserve d'installation avant le 31/12/2010 à exploiter 52,96 ha (MONTIGNY parcelles B 137/152-179-180 - D 143 - ZA 2 - ZB 19-20- 67-75 - ZC 15-18-30-31-32-33-34-45 - ZD 7-10 - ZE 10-16-17-18-23-34-58-64 - SAINTE POLE parcelles ZA 102-103-106 - ZB 1) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DES GRANDES PRAIRIES (Monsieur AUBRY Didier).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur AUBRY Didier, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MONTIGNY et SAINTE POLE pour affichage.

Nancy, le 28 avril 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,  
Le directeur adjoint,  
Yves ROYER

---

**Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 230 du 28 avril 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Reherrey - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2856**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 02/04/2009 par le GAEC DES GRANDES PRAIRIES (Monsieur AUBRY Didier) à REHERREY concernant 2,74 ha situés à REHERREY ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

**D E C I D E**

Article 1<sup>er</sup> : Le GAEC DES GRANDES PRAIRIES, composé de Monsieur AUBRY Didier, est autorisé à exploiter 2,74 ha (REHERREY parcelles ZA 100 - ZB 14 - ZE 31) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DES GRANDES PRAIRIES (Monsieur AUBRY Didier).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur AUBRY Didier, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de REHERREY pour affichage.

Nancy, le 28 avril 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,  
Le directeur adjoint,  
Yves ROYER

---

**Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 231 du 28 avril 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Reherrey - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2868**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 02/04/2009 par le GAEC DES GRANDES PRAIRIES (Monsieur JEANJEAN Guy) à REHERREY concernant 1,57 ha situés à REHERREY ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

**D E C I D E**

Article 1<sup>er</sup> : Le GAEC DES GRANDES PRAIRIES, composé de Monsieur JEANJEAN Guy, est autorisé à exploiter 1,57 ha (REHERREY parcelles ZD 07 - ZE 34) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DES GRANDES PRAIRIES (Monsieur JEANJEAN Guy).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur JEANJEAN Guy, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de REHERREY pour affichage.

Nancy, le 28 avril 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,  
Le directeur adjoint,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 232 du 28 avril 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Reherrey - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2870**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 02/04/2009 par le GAEC DES GRANDES PRAIRIES (Monsieur JEANJEAN Guy) à REHERREY concernant 0,37 ha situés à REHERREY ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

**DECIDE**

Article 1<sup>er</sup> : Le GAEC DES GRANDES PRAIRIES, composé de Monsieur JEANJEAN Guy, est autorisé à exploiter 0,37 ha (REHERREY parcelles ZA 129) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DES GRANDES PRAIRIES (Monsieur JEANJEAN Guy).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur JEANJEAN Guy, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de REHERREY pour affichage.

Nancy, le 28 avril 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,  
Le directeur adjoint,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 233 du 28 avril 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Pulligny - Autrey-sur-Madon - Houdreville - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2860**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 20/04/2009 par Monsieur JEANDEL Cédric à AUTREY SUR MADON concernant 100,44 ha situés à PULLIGNY - AUTREY SUR MADON et HOUDREVILLE ; la motivation et le résultat étant l'installation avec les aides de l'Etat,

**DECIDE**

Article 1<sup>er</sup> : Monsieur JEANDEL Cédric est autorisé à exploiter 100,44 ha, sous réserve d'installation avant le 31/12/2010 (AUTREY SUR MADON parcelles : U 0043/0073/0081/0085/0090/0094/0095/0148/0149 - V 0032/0033/0034/0035/0043/0051/0117/0118/0119/0120/0121/0122 - X 0010/0021/0022/0024/0048/0087 - Y 0022/0034 - Z 0025/0031/0044/0051/0078/80 - HOUDREVILLE parcelles Y 0034/0039 - PULLIGNY parcelles D 0732/0871/1341/1418/1421/1422/1475 - E 252/0497) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur JEANDEL Cédric.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur JEANDEL Cédric, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de PULLIGNY - AUTREY SUR MADON et HOUDREVILLE pour affichage.

Nancy, le 28 avril 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,  
Le directeur adjoint,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 234 du 28 avril 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Villey-Saint-Etienne - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2785**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 14/01/2009 par Monsieur BEAUCOURT Nicolas à AINGERAY concernant 70,54 ha situés à VILLEY SAINT ETIENNE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

Considérant que la surface du bien cédé de 83,00 ha étant supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du schéma départemental des structures.

Considérant le caractère précaire des locations des terrains propriété de KCI et de l'EPFL.

Considérant que la demande d'installation avec les aides de l'Etat de Monsieur GROJEAN Antoine relève selon cet article du rang de priorité 1, alors que les demandes d'agrandissement de Messieurs WENSKE Jean, WENSKE Luc, MARTIN Bruno, LOUVARD Jean Marie, GUILLAUME Marcel et Madame REPERT Christine relèvent du rang de priorité 6 (exploitations de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO), que la demande de Monsieur BEAUCOURT Nicolas relève du rang de priorité 7 (exploitations de taille économique supérieure à 150 unités SCOP/UMO).

Constatant le regroupement parcellaire réalisé par les exploitants dont le siège d'exploitation se situe sur la commune de VILLEY- SAINT-ETIENNE, qui n'a pas fait l'objet d'un remembrement rural et la proximité du siège d'exploitation et du foncier proposé.

**DECIDE**

Article 1<sup>er</sup> : Monsieur BEAUCOURT Nicolas

\* est autorisé à exploiter 41,38 ha à VILLEY SAINT ETIENNE les parcelles G 30/34/38/57/44 - ZI 42/43/44/50/51/52/53/54/55/311/322/340/349/376/382/385/388/391 - ZH 98/99/100/228/230/237 - ZK 111 - ZL 60/75/76/77/78/79/80/81/82/83/85/119/121/122/123/125 -

\* n'est pas autorisé à exploiter 29,16 ha à VILLEY SAINT ETIENNE les parcelles ZB 24/25/26/27/28/32/33 -

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BEAUCOURT Nicolas.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur BEAUCOURT Nicolas, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VILLEY SAINT ETIENNE pour affichage.

Nancy, le 28 avril 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,  
Le directeur adjoint,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 235 du 28 avril 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Villey-Saint-Etienne - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2834**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 18/02/2009 par le GAEC DES NOIRES TERRES (Monsieur GROJEAN Antoine) à VILLEY SAINT ETIENNE concernant 56,46 ha situés à VILLEY SAINT ETIENNE ; la motivation et le résultat étant l'installation avec les aides de l'Etat, Considérant que la surface du bien cédé de 83,00 ha étant supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du schéma départemental des structures.

Considérant le caractère précaire des locations des terrains propriété de KCI et de l'EPFL.

Considérant que la demande d'installation avec les aides de l'Etat de Monsieur GROJEAN Antoine relève selon cet article du rang de priorité 1, alors que les demandes d'agrandissement de Messieurs WENSKE Jean, WENSKE Luc, MARTIN Bruno, LOUVARD Jean Marie, GUILLAUME Marcel et Madame REPPERT Christine relèvent du rang de priorité 6 (exploitations de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO), que la demande de Monsieur BEAUCOURT Nicolas relève du rang de priorité 7 (exploitations de taille économique supérieure à 150 unités SCOP/UMO).

Constatant le regroupement parcellaire réalisé par les exploitants dont le siège d'exploitation se situe sur la commune de VILLEY- SAINT- ETIENNE, qui n'a pas fait l'objet d'un remembrement rural et la proximité du siège d'exploitation et du foncier proposé.

**DECIDE**

Article 1<sup>er</sup> : Le GAEC des NOIRES TERRES composé de Monsieur GROJEAN Antoine est autorisé - sous réserve d'installation avant le 31/12/2010 - à exploiter 56,46 ha (VILLEY SAINT ETIENNE parcelles G 24/25/28/32/36/62/105/149 - AB 3/4/6/10/11/20/435 - ZA 10 - ZB 22/23/24/25/26/27/28/32/33 - ZC 83/84/108/146/147/150 - ZE 58/64 - ZH 01/02/07/12/13/14/15/16/17/67/80/98/99/100/104/112/113/228/229/230/231/233 - ZI 03/12/13) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DES NOIRES TERRES (Monsieur GROJEAN Antoine).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur GROJEAN Antoine, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VILLEY SAINT ETIENNE pour affichage.

Nancy, le 28 avril 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,  
Le directeur adjoint,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 236 du 28 avril 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Villey-Saint-Etienne - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2835**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 18/02/2009 par Monsieur WENSKE Jean à VILLEY SAINT ETIENNE concernant 10,84 ha situés à VILLEY SAINT ETIENNE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement, Considérant que la surface du bien cédé de 83,00 ha étant supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du schéma départemental des structures.

Considérant le caractère précaire des locations des terrains propriété de KCI et de l'EPFL.

Considérant que la demande d'installation avec les aides de l'Etat de Monsieur GROJEAN Antoine relève selon cet article du rang de priorité 1, alors que les demandes d'agrandissement de Messieurs WENSKE Jean, WENSKE Luc, MARTIN Bruno, LOUVARD Jean Marie, GUILLAUME Marcel et Madame REPPERT Christine relèvent du rang de priorité 6 (exploitations de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO), que la demande de Monsieur BEAUCOURT Nicolas relève du rang de priorité 7 (exploitations de taille économique supérieure à 150 unités SCOP/UMO).

Constatant le regroupement parcellaire réalisé par les exploitants dont le siège d'exploitation se situe sur la commune de VILLEY- SAINT- ETIENNE, qui n'a pas fait l'objet d'un remembrement rural et la proximité du siège d'exploitation et du foncier proposé.

**DECIDE**

Article 1<sup>er</sup> : Monsieur WENSKE Jean est autorisé à exploiter 10,84 ha (VILLEY SAINT ETIENNE parcelles ZI 42/43/44/50/51/52/53/55/322/311/340/376/382/385/388/391) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur WENSKE Jean.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur WENSKE Jean, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VILLEY SAINT ETIENNE pour affichage.

Nancy, le 28 avril 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,  
Le directeur adjoint,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 237 du 28 avril 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Villey-Saint-Etienne - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2827**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 19/02/2009 par Monsieur WENSKE Luc à VILLEY SAINT-ETIENNE concernant 14,40 ha situés à VILLEY SAINT ETIENNE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement, Considérant que la surface du bien cédé de 83,00 ha étant supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du schéma départemental des structures.

Considérant le caractère précaire des locations des terrains propriété de KCI et de l'EPFL.

Considérant que la demande d'installation avec les aides de l'Etat de Monsieur GROJEAN Antoine relève selon cet article du rang de priorité 1, alors que les demandes d'agrandissement de Messieurs WENSKE Jean, WENSKE Luc, MARTIN Bruno, LOUVARD Jean Marie, GUILLAUME Marcel et Madame REPPERT Christine relèvent du rang de priorité 6 (exploitations de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO), que la demande de Monsieur BEAUCOURT Nicolas relève du rang de priorité 7 (exploitations de taille économique supérieure à 150 unités SCOP/UMO).

Constatant le regroupement parcellaire réalisé par les exploitants dont le siège d'exploitation se situe sur la commune de VILLEY- SAINT-ETIENNE, qui n'a pas fait l'objet d'un remembrement rural et la proximité du siège d'exploitation et du foncier proposé.

**DECIDE**

Article 1<sup>er</sup> : Monsieur WENSKE Luc est autorisé à exploiter 14,40 ha (VILLEY SAINT ETIENNE parcelles ZK 28/32/120/123/124/127/152/158/159/161/163/165/167 - ZL 117/119/123) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur WENSKE Luc.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur WENSKE Luc, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VILLEY SAINT ETIENNE pour affichage.

Nancy, le 28 avril 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,  
Le directeur adjoint,  
Yves ROYER

---

**Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 238 du 28 avril 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Villey-Saint-Etienne - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2826**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 23/02/2009 par Madame REPERT Christine à VILLEY-SAINT-ETIENNE concernant 12,09 ha situés à VILLEY SAINT ETIENNE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement, Considérant que la surface du bien cédé de 83,00 ha étant supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du schéma départemental des structures.

Considérant le caractère précaire des locations des terrains propriété de KCI et de l'EPFL.

Considérant que la demande d'installation avec les aides de l'Etat de Monsieur GROJEAN Antoine relève selon cet article du rang de priorité 1, alors que les demandes d'agrandissement de Messieurs WENSKE Jean, WENSKE Luc, MARTIN Bruno, LOUVARD Jean Marie, GUILLAUME Marcel et Madame REPERT Christine relèvent du rang de priorité 6 (exploitations de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO), que la demande de Monsieur BEAUCOURT Nicolas relève du rang de priorité 7 (exploitations de taille économique supérieure à 150 unités SCOP/UMO)

Constatant le regroupement parcellaire réalisé par les exploitants dont le siège d'exploitation se situe sur la commune de VILLEY- SAINT-ETIENNE, qui n'a pas fait l'objet d'un remembrement rural et la proximité du siège d'exploitation et du foncier proposé.

**DECIDE**

Article 1<sup>er</sup> : Madame REPERT Christine est autorisé à exploiter 12,09 ha (VILLEY SAINT ETIENNE parcelles ZE 49 - ZK 103/106/107/110/111 - ZL 77/78/81/82/122) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame REPERT Christine.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Madame REPERT Christine, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VILLEY SAINT ETIENNE pour affichage.

Nancy, le 28 avril 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,  
Le directeur adjoint,  
Yves ROYER

---

**Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 239 du 28 avril 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Villey-Saint-Etienne - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2851**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 25/03/2009 par Monsieur MARTIN Bruno à VELAIN EN HAYE concernant 63,22 ha situés à VILLEY SAINT ETIENNE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

Considérant que la surface du bien cédé de 83,00 ha étant supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du schéma départemental des structures.

Considérant le caractère précaire des locations des terrains propriété de KCI et de l'EPFL.

Considérant que la demande d'installation avec les aides de l'Etat de Monsieur GROJEAN Antoine relève selon cet article du rang de priorité 1, alors que les demandes d'agrandissement de Messieurs WENSKE Jean, WENSKE Luc, MARTIN Bruno, LOUVARD Jean Marie, GUILLAUME Marcel et Madame REPERT Christine relèvent du rang de priorité 6 (exploitations de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO), que la demande de Monsieur BEAUCOURT Nicolas relève du rang de priorité 7 (exploitations de taille économique supérieure à 150 unités SCOP/UMO).

Constatant le regroupement parcellaire réalisé par les exploitants dont le siège d'exploitation se situe sur la commune de VILLEY- SAINT-ETIENNE, qui n'a pas fait l'objet d'un remembrement rural et la proximité du siège d'exploitation et du foncier proposé.

**DECIDE**

Article 1<sup>er</sup> : Monsieur MARTIN Bruno

\* est autorisé à exploiter 32,24 ha à :

- VILLEY SAINT ETIENNE les parcelles ZH 0098/0099/0100/0228/0230 - ZI 0042/0043/0044/0050/0051/0054/0055/0311/0322/0340/0376/0382/0385/0388/0391 - ZK 0028/0032/0103/0106/0107/0110/0111/0120/0123/0124/0127/0158/0165/0167 - ZL 0117 -

\* n'est pas autorisé à exploiter 30,48 ha à :

- VILLEY SAINT ETIENNE les parcelles ZA 10 -ZB 24/25/26/27/28/32/33 -

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur MARTIN Bruno.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.



Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur MARTIN Bruno, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VILLEY SAINT ETIENNE pour affichage.

Nancy, le 28 avril 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,  
Le directeur adjoint,  
Yves ROYER

---

**Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 240 du 28 avril 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Villey-Saint-Etienne - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2845**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 26/03/2009 par Monsieur LOUVARD Jean-Marie à TOUL concernant 35,02 ha situés à VILLEY SAINT ETIENNE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement

Considérant que la surface du bien cédé de 83,00 ha étant supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du schéma départemental des structures.

Considérant le caractère précaire des locations des terrains propriété de KCI et de l'EPFL.

Considérant que la demande d'installation avec les aides de l'Etat de Monsieur GROJEAN Antoin relève selon cet article du rang de priorité 1, alors que les demandes d'agrandissement de Messieurs WENSKE Jean, WENSKE Luc, MARTIN Bruno, LOUVARD Jean Marie, GUILLAUME Marcel et Madame REPPERT Christine relèvent du rang de priorité 6 (exploitations de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO), que la demande de Monsieur BEAUCOURT Nicolas relève du rang de priorité 7 (exploitations de taille économique supérieure à 150 unités SCOP/UMO).

Constatant le regroupement parcellaire réalisé par les exploitants dont le siège d'exploitation se situe sur la commune de VILLEY- SAINT- ETIENNE, qui n'a pas fait l'objet d'un remembrement rural et la proximité du siège d'exploitation et du foncier proposé.

**DECIDE**

Article 1<sup>er</sup> : Monsieur LOUVARD Jean-Marie

\* est autorisé à exploiter 15,58 ha à :

- VILLEY SAINT ETIENNE les parcelles ZH 98/99/100 - ZI 42/43/44/376/382/385/388/391 - ZK 120/123/124/127 -

\* n'est pas autorisé à exploiter 19,44 ha à :

- VILLEY SAINT ETIENNE les parcelles ZB 24/25/26/27/28 -

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur LOUVARD Jean-Marie.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur LOUVARD Jean-Marie, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VILLEY SAINT ETIENNE pour affichage.

Nancy, le 28 avril 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,  
Le directeur adjoint,  
Yves ROYER

---

**Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 241 du 28 avril 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Villey-Saint-Etienne - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2859**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 26/03/2009 par Monsieur GUILLAUME Marcel à AINGERAY concernant 77 ha situés à VILLEY SAINT ETIENNE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

Considérant que la surface du bien cédé de 83,00 ha étant supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du schéma départemental des structures.

Considérant le caractère précaire des locations des terrains propriété de KCI et de l'EPFL.

Considérant que la demande d'installation avec les aides de l'Etat de Monsieur GROJEAN Antoine relève selon cet article du rang de priorité 1, alors que les demandes d'agrandissement de Messieurs WENSKE Jean, WENSKE Luc, MARTIN Bruno, LOUVARD Jean Marie, GUILLAUME Marcel et Madame REPPERT Christine relèvent du rang de priorité 6 (exploitations de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO), que la demande de Monsieur BEAUCOURT Nicolas relève du rang de priorité 7 (exploitations de taille économique supérieure à 150 unités SCOP/UMO).

Constatant le regroupement parcellaire réalisé par les exploitants dont le siège d'exploitation se situe sur la commune de VILLEY- SAINT- ETIENNE, qui n'a pas fait l'objet d'un remembrement rural et la proximité du siège d'exploitation et du foncier proposé.

**DECIDE**

Article 1<sup>er</sup> : Monsieur GUILLAUME Marcel

\* est autorisé à exploiter 46,02 ha à :

- VILLEY SAINT ETIENNE les parcelles ZH 98/99/100/228/230 - ZI 42/43/44/50/51/52/53/54/55/311/322/340/376/382/385/388/391 - ZK 28/32/103/106/107/110/111/120/123/124/127/152/155/158/161/163/165/167 - ZL 77/78/81/82/117/122 -

\* n'est pas autorisé à exploiter 30,48 ha à :

- VILLEY SAINT ETIENNE les parcelles ZA 10 - ZB 24/25/26/27/28/32/33 -

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur GUILLAUME Marcel.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur GUILLAUME Marcel, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VILLEY SAINT ETIENNE pour affichage.

Nancy, le 28 avril 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,  
Le directeur adjoint,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 242 du 28 avril 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Haraucourt - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2808**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 20/01/2009 par Monsieur LEROY GARNIER Jérôme à HARAUCOURT concernant 9,96 ha situés à HARAUCOURT ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement, pluriactif - Une autorisation a été donnée au GAEC de la ROMANE le 14/03/2007, sous réserve de l'installation de M. Bertrand MAIRE avant le 31/12/2008,

**D E C I D E**

Article 1<sup>er</sup> : Monsieur LEROY GARNIER Jérôme est autorisé à exploiter 9,96 ha (HARAUCOURT parcelles ZC 0017/0019/0021) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur LEROY GARNIER Jérôme.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur LEROY GARNIER Jérôme, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de HARAUCOURT pour affichage.

Nancy, le 28 avril 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,  
Le directeur adjoint,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 243 du 28 avril 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Vaucourt - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2836**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 02/03/2009 par Madame THUOT Claudine à VAUCOURT concernant 14,37 ha situés à VAUCOURT ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

**D E C I D E**

Article 1<sup>er</sup> : Madame THUOT Claudine est autorisée à exploiter 14,37 ha (VAUCOURT parcelles ZA 18/23/38/115 - ZB 38 - ZC 62) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame THUOT Claudine.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Madame THUOT Claudine, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VAUCOURT pour affichage.

Nancy, le 28 avril 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,  
Le directeur adjoint,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 244 du 28 avril 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Lorumontzey - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2821**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 19/03/2009 par l'EARL DU PRE DES ROSES (Madame, Monsieur DIDIER Pascal et Laurence) à LOROMONTZEY concernant 3,26 ha situés à LOROMONTZEY ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

**D E C I D E**

Article 1<sup>er</sup> : L'EARL DU PRE DES ROSES, composé de Madame, Monsieur DIDIER Pascal et Laurence, est autorisé à exploiter 3,26 ha (LOROMONTZEY parcelles Z 56/57 - ZB 04 - ZE 12) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DU PRE DES ROSES (Madame, Monsieur DIDIER Pascal et Laurence).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Madame, Monsieur DIDIER Pascal et Laurence, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de LOROMONTZEY pour affichage.

Nancy, le 28 avril 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,  
Le directeur adjoint,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 245 du 28 avril 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Lantefontaine - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2844**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 18/03/2009 par Monsieur BLETNER Gilles à IMMONVILLE - LANTEFONTAINE concernant 5,22 ha situés à LANTEFONTAINE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

**D E C I D E**

Article 1<sup>er</sup> : Monsieur BLETNER Gilles est autorisé à exploiter 5,22 ha (LANTEFONTAINE parcelles ZE 4/5) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BLETTNER Gilles.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur BLETTNER Gilles, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de LANTEFONTAINE pour affichage.

Nancy, le 28 avril 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,  
Le directeur adjoint,  
Yves ROYER

---

**Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 246 du 28 avril 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Allondrelle La Malmaison - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2794**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 18/03/2009 par la SCEA DU VARTELLIER (Mesdames, Monsieur LETTE Christian et Francine et PIERRET Valérie) à ALLONDRELLE LA MALMAISON concernant 1,41 ha situés à ALLONDRELLE LA MALMAISON ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

**D E C I D E**

Article 1<sup>er</sup> : La SCEA du VARTELLIER, composé de Mesdames, Monsieur LETTE Christian et Francine et PIERRET Valérie, est autorisé à exploiter 1,41 ha (ALLONDRELLE LA MALMAISON parcelle Y 43) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de SCEA DU VARTELLIER (Mesdames, Monsieur LETTE Christian et Francine - PIERRET Valérie).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Mesdames, Monsieur LETTE Christian et Francine - PIERRET Valérie, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie d'ALLONDRELLE LA MALMAISON pour affichage.

Nancy, le 28 avril 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,  
Le directeur adjoint,  
Yves ROYER

---

**Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 247 du 28 avril 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Moineville - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2809**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 18/03/2009 par l'EARL DE L'ABREUVEAU (Madame, Monsieur HYPOLITE Jean-Cyrille et Isabelle) à MOINEVILLE concernant 9,27 ha situés à MOINEVILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

**D E C I D E**

Article 1<sup>er</sup> : L'EARL de l'ABREUVEAU, composé de Madame, Monsieur HYPOLITE Jean-Cyrille et Isabelle, est autorisé à exploiter 9,27 ha (MOINEVILLE parcelles ZC 25/149) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL de l'ABREUVEAU (Madame, Monsieur HYPOLITE Jean-Cyrille et Isabelle).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Madame, Monsieur HYPOLITE Jean-Cyrille et Isabelle, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MOINEVILLE pour affichage.

Nancy, le 28 avril 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,  
Le directeur adjoint,  
Yves ROYER

---

**Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 248 du 28 avril 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Giriviller - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2764**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 30/03/2009 par Monsieur PIERRON Olivier à GIRIVILLER concernant 11,50 ha situés à GIRIVILLER; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

**D E C I D E**

Article 1<sup>er</sup> : Monsieur PIERRON Olivier est autorisé à exploiter 11,50 ha (GIRIVILLER parcelles ZC 0010 - ZD 0041) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur PIERRON Olivier.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur PIERRON Olivier, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de GIRIVILLER pour affichage.

Nancy, le 28 avril 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,  
Le directeur adjoint,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 249 du 28 avril 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Atton - Mousson - Pont-à-Mousson - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2843**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 25/03/2009 par la SCEA DU PRE DES VIGNES (Monsieur LANNO Julien) à ATTON concernant 46,93 ha situés à ATTON - MOUSSON et PONT A MOUSSON ; la motivation et le résultat étant l'installation avec les aides de l'Etat,

**DECIDE**

Article 1<sup>er</sup> : La SCEA DU PRE DES VIGNES, composé de Monsieur LANNO Julien, est autorisé - sous réserve d'installation avant le 31/12/2010 - à exploiter 46,93 ha (ATTON parcelles E 475p - ZA 0033 - ZB 0014/0015 - ZE 35 - MOUSSON parcelles Z 0030 - PONT A MOUSSON parcelles A 0085/0086/0093/0094 - AP 0044 - Y 9/10/11/13/111/112/113/114/115/116/117/120/121/252/255 - Z 1/2/82/148) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de la SCEA DU PRE DES VIGNES (Monsieur LANNO Julien).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur LANNO Julien, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de ATTON - MOUSSON et PONT A MOUSSON pour affichage.

Nancy, le 28 avril 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,  
Le directeur adjoint,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 250 du 28 avril 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Buissoncourt - Varangéville - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2863**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 30/03/2009 par Monsieur HENQUEL Patrick à BUISSONCOURT concernant 51,78 ha situés à BUISSONCOURT et VARANGEVILLE ; la motivation et le résultat étant l'installation avec les aides de l'Etat,

**DECIDE**

Article 1<sup>er</sup> : Monsieur HENQUEL Patrick est autorisé - sous réserve d'installation avant le 30/06/2010 - à exploiter 51,78 ha (BUISSONCOURT parcelles A 2/78/79/83/84/117/118partie/120/124/126/127/132/137/139/140/141/142/149/152/188/189/190/191/192/197/200/203/204/205/206/217/221/223/224/226/230/235/330/378partie/379/380 - B 64/65/66 - C 102/103/104/105/106/112/113/115/116/150/156/159/166/189/190/191/192/193/194/203/211/212/235/236/237/238/243 - D 39/86/113 - E 5/51/53/149/151 - F 128 - VARANGEVILLE parcelles ZE 53/54 - ZI 3 -) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur HENQUEL Patrick.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur HENQUEL Patrick, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BUISSONCOURT et VARANGEVILLE pour affichage.

Nancy, le 28 avril 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,  
Le directeur adjoint,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 251 du 28 avril 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Selaincourt - Crépey - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2841**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 18/03/2009 par Madame DETHOREY Sylvie à GERMINY concernant 60,69 ha situés à SELAINCOURT et CREPEY ; la motivation et le résultat étant l'installation sans les aides de l'Etat,

**DECIDE**

Article 1<sup>er</sup> : Madame DETHOREY Sylvie est autorisé à exploiter 60,69 ha (CREPEY parcelles XA 140/141/142/143/144 - XB 110 - ZN 113/114/128 - ZO 304/309 - ZP 239/269/270/307 - ZS 100 - ZX 327/328 - ZY 104 - SELAINCOURT YA) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame DETHOREY Sylvie.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Madame DETHOREY Sylvie, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SELAINCOURT - CREPEY pour affichage.

Nancy, le 28 avril 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,  
Le directeur adjoint,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 252 du 28 avril 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Blainville-sur-l'Eau - Lamath - Mont-sur-Meurthe - Xermaménil - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2818**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 09/03/2009 par Madame CONE Viviane à MONT SUR MEURTHE concernant 116,60 ha situés à BLAINVILLE SUR L'EAU - LAMATH - MONT SUR MEURTHE et XERMAMENIL ; la motivation et le résultat étant l'installation sans les aides de l'Etat. Reprise de l'exploitation de son mari,

**DECIDE**

Article 1<sup>er</sup> : Madame CONE Viviane est autorisé à exploiter 116,60 ha (BLAINVILLE SUR L'EAU parcelles AR 0025/0039/0043/0048 - LAMATH parcelles ZA 0004 - MONT SUR MEURTHE parcelles A 0040 - AB 0040/0046/0053/0058 - AD 0053/0056/0058 - AI 0005/0006/0009/0015/0016/0027/0030/0091/0191/0192 - AK 0001/0002/0015/0030/0031/0036/0037/0042/0069/0071/0073/0074/0075/0076/0077/0078/0092/0094/0095/0105/0106/0107/0108/0109/0110/0111/0112/0113/0114/0115/0116/0117/0118/0129/0138/0145/0149/0162/0164/0167/0172/0174/0178/0179/0181/0183/0201/0210/0211/0212/0213/0214 - AL 0001/0002/0003/0010/0016/0017/0027/0055/0057/0058/0059/0060/0061/0068/0070/0072/0073/0092/0093/0094/0115/0116/0117/0118/0119/0120/0121/0122/0123/0124/0125/0127/0129/0144/0162/0164/0165/0192/0198/0200/0204/0205 - AM 0011/0013/0017/0022/0051/0053/0067/0068/0097/0099/0100/0103/0113/0138/0141/0151/0153/0154/0156/0170/0171/0174/0175/0177 - AN 0010/0020/0033/0034/0052/0053/0054/0055/0056/0057/0060/0061/0062/0064/0066/0068/0070/0072/0073/0074/0075/0076/0078/0081/0082/0083/0085/0086/0087/0090/0095/0096/0101/0124/0130/0136/0138/0161/0162/0168/0174/0188/0189/0193/0194/0196/0201/0211/0214/0215/0220/0221/0222/0223/0229/0239/0260/0267/0268/0269/0271/0272/0273/0278/0279/0281/0282/0291/0293/0296/0298/0299/0300/0302/0303/0308/0309/0310/0317/0318/0320 - AO 0211/0214/0215/0216/0217/0219/0220/0221/0222/0226/0228/0229/0230/0231/0232/0233 - AP 0012/0013/0015/0017/0019/0026/0027 - XERMAMENIL parcelles ZK 087/0068/0162/0164/0166 - ZL 0040 - ZM 0069/0094/0101/0102/0106/0112 - ZN 0001/0002/0015/0016/0017/0037/0053) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame CONE Viviane.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Madame CONE Viviane, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de XERMAMENIL - MONT SUR MEURTHE et BLAINVILLE SUR L'EAU pour affichage.

Nancy, le 28 avril 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,  
Le directeur adjoint,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 253 du 28 avril 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Saint-Julien-lès-Gorze - Charey – Dommartin-la-Chaussée - Dampvitoux - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2853**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 25/03/2009 par Madame HENRY Agnès à CHAREY concernant 139,56 ha situés à SAINT JULIEN LES GORZE - CHAREY - DOMMARTIN LA CHAUSSEE et DAMPVITOUX ; la motivation et le résultat étant l'installation sans les aides de l'Etat (Reprise exploitation),

**DECIDE**

Article 1<sup>er</sup> : Madame HENRY Agnès est autorisé à exploiter 139,56 ha (CHAREY parcelles ZC 0005/0015 - ZE 0005/0006/0008/0013 - ZH 0017/0019/0035/0050 - DAMPVITOUX parcelles ZC 0022/0037 - DOMMARTIN LA CHAUSSEE parcelles ZA 0008 - ZC 0001 - SAINT JULIEN LES GORZE parcelles ZA 0056 - ZB 0011) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame HENRY Agnès.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Madame HENRY Agnès, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SAINT JULIEN LES GORZE - CHAREY - DOMMARTIN LA CHAUSSEE et DAMPVITOUX pour affichage.

Nancy, le 28 avril 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,  
Le directeur adjoint,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 254 du 28 avril 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Vittonville - Lesmenils - Bouxières-sous-Froidmont - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2831**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 26/03/2009 par Madame PETIT Monique à BOUXIERES SOUS FROIDMONT concernant 117,83 ha situés à VITTONVILLE - LESMENILS et BOUXIERES SOUS FROIDMONT ; la motivation et le résultat étant l'installation sans les aides de l'Etat,

**DECIDE**

Article 1<sup>er</sup> : Madame PETIT Monique est autorisé à exploiter 117,83 ha (BOUXIERES SOUS FROIDMONT parcelles ZE 080 ZI 05/125/126/127/133 - ZK 17/18/019/020/021/023/024/029 - ZM 009 - ZO 017 - ZP 003/ 018/19/20 - ZR 006/007- LESMENILS parcelles ZA 9 - ZC 0112 - ZP 11 - VITTONVILLE parcelles ZB 41) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame PETIT Monique.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Madame PETIT Monique, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VITTONVILLE - LESMENILS et BOUXIERES SOUS FROIDMONT pour affichage.

Nancy, le 28 avril 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,  
Le directeur adjoint,  
Yves ROYER

*Ces décisions peuvent être contestées dans les deux mois qui suivent leur notification si les personnes concernées par chaque décision estiment qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte leur contestation :*

- *Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture et de la Pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.*

- *Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5, place de la Carrière – C.O.38 – 54036 NANCY CEDEX.*

*Service aménagement durable, urbanisme, risques***Commune de Montreux - Extrait de l'arrêté n° 2009/DDEA54/ADUR/016 du 30 avril 2009 approuvant la carte communale en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le document respecte les objectifs visés à l'article L. 110 du code de l'urbanisme ;

**ARRETE**

Article 1 : La carte communale de MONTREUX qui précise les modalités d'application des Règles Nationales d'Urbanisme, est approuvée.

Article 2 : Le dossier comprend :

- le rapport de présentation,
- un plan de zonage au 1/5 000<sup>e</sup>,
- un plan de zonage au 1/2 000<sup>e</sup>,
- un plan des réseaux au 1/2 000<sup>e</sup>.

Article 3 : La délibération et l'arrêté préfectoral qui approuvent la carte communale sont affichés pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Article 4 : Le conseil municipal de MONTREUX n'a pas demandé à être compétent pour délivrer les permis de construire.

En conséquence, conformément à l'article L. 422-1 du code de l'urbanisme, les permis de construire seront délivrés par le maire au nom de l'État.

Article 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture et le maire de MONTREUX sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 30 avril 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

